

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION
DE LA DÉFENSE NATIONALE

ET DES FORCES ARMÉES

*Le Président*RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

PARIS, le 05 janvier 1993

N/Réf. : 93.01 /JMB/LG/01

Mademoiselle,

J'ai bien reçu votre lettre du 24 décembre 1992 concernant la situation en ex-Yougoslavie.

Vous me donnez ainsi l'occasion de faire un point sur ce que je pense aujourd'hui de cette situation.

Non seulement, les atteintes majeures aux Droits de l'Homme ne font aujourd'hui plus aucun doute, mais la nature des sévices et des conditions d'assassinat relève, au-delà des crimes de guerre, du qualificatif de crime contre l'humanité. Visitant les régions concernées fin août, cette réalité ne faisaient plus guère de doute dans mon esprit. Depuis novembre, les constats des différents organismes humanitaires nous en donnent la certitude.

La conclusion que j'en tire est que le gouvernement de M. MILOSEVIC, à Belgrade et les chefs des milices serbes en Bosnie, ne peuvent plus être considérés comme des interlocuteurs, comme des gens avec qui l'on peut négocier. Aurait-on négocié avec Hitler la date de l'arrêt du fonctionnement d'Auschwitz ? : NON. Ces crimes sont imprescriptibles ; et je regrette qu'à Genève, les représentants de ces deux pouvoirs soient reconnus dans ces négociations.

Deux constatations : il est clair qu'une intervention militaire terrestre sur l'ensemble du territoire yougoslave est hors d'atteinte militairement. Elle nécessiterait des centaines de milliers d'hommes, face à des milices durablement entraînées à la guérilla. Le coût humain serait énorme et l'efficacité, à mon sens, très faible. Je pense que la solution à l'arrêt des exactions et au jugement des coupables passe par la chute du pouvoir en place à Belgrade.

A ce niveau, nous nous heurtons à un problème politique majeur qui est le soutien clair apporté par la Grande Bretagne, la Russie, la Roumanie, la Grèce au pouvoir serbe. Il n'y a donc pas unanimité, loin s'en faut, pour condamner la logique de purification ethnique et encore moins pour agir à son encontre.

Il ne faut pas pour autant critiquer l'Europe dans son principe ; elle se construit lentement. L'histoire va plus vite que sa construction, mais rien ne serait pire que l'absence de construction européenne.

D'autre part, le risque d'internationalisation du conflit est très important compte tenu des solidarités de la Croatie avec l'Allemagne et la Hongrie ; et des minorités musulmanes avec l'Albanie, la Turquie, l'Iran et l'Arabie Saoudite.

En conclusion, comme vous le savez, j'ai pris position pour une intervention aérienne active sur les bases militaires serbes, autour de Belgrade, pour des interventions aéro-terrestres sur les camps d'internement en Bosnie et une présence terrestre au Kosovo et en Macédoine pour prévenir l'extension du conflit dans ces zones extrêmement dangereuses.

Ces différentes interventions ne peuvent avoir lieu que sous mandat de l'ONU, dans le cadre de l'OTAN. Je fonde cette prise de position sur quelques idées simples :

- Le pouvoir serbe est à mes yeux définitivement discrédité face à l'Histoire et ne peut être un interlocuteur dans une négociation.

- La solution du problème yougoslave se situe à Belgrade et non à Sarajevo.

- Les risques d'extension du conflit sont peut-être plus importants en cas de non-intervention qu'en cas de d'intervention. L'argument du risque d'internationalisation du conflit ne joue donc pas plus dans un sens que dans l'autre.

- Il reste notre responsabilité historique. La France est de loin, de très loin, le pays le plus actif concrètement dans la région. Notre présence n'est pas symbolique, elle est active et efficace, j'ai pu en juger personnellement. Mais nous ne pouvons pas nous en tenir là, et être jugés par l'Histoire comme ceux qui n'ont pas fait assez, même si les autres font beaucoup moins.

Il nous faut donc convaincre aujourd'hui les autres pays de libérer les camps, d'assurer la sécurité au Kosovo et en Macédoine, et d'infliger au pouvoir serbe la sanction internationale qu'il mérite.

Voilà, Mademoiselle, l'analyse qui est aujourd'hui la mienne et qui est proche de la votre, il me semble.

J'ai beaucoup visité de pays en situation de guerre, de révolution ou de coup d'état. Je n'ai jamais, autant qu'en Yougoslavie, éprouvé un sentiment d'horreur aussi fort et aussi oppressant.

En m'excusant d'une réponse aussi longue, mais je pense que le sujet le mérite, recevez, Mademoiselle, l'expression de mes salutations les plus solidaires.

Jean-Michel BOUCHERON
Député d'Ille-et-Vilaine